

Préfecture des Hautes-Pyrénées

Commune d'AURENSAN

**PROJET de PLAN DE PRÉVENTION
DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES**

**AVIS ET CONCLUSIONS
DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE**

**Rappel sommaire de l'objet de l'enquête,
du contexte et des éléments principaux
concernant le déroulement de l'enquête publique**

a) Objet et contexte de l'enquête :

Il concerne le projet de Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de la commune d'**Aurensan**

Toutefois, les études ont été réalisées de façon simultanée, de manière à englober l'enveloppe des phénomènes naturels qui sont susceptibles de toucher les territoires des 29 communes du secteur dit du « Moyen Adour », au sein duquel sont susceptibles de se développer les risques. (Inondation, séismes, retrait/gonflement des argiles et glissements de terrains)

Si le périmètre de l'étude générale cernait l'ensemble des territoires du département arrosés par l'Adour et ses affluents en aval de Tarbes, le dossier/projet mis à l'enquête a concerné 29 communes du secteur Sud-Est du chef-lieu, soit : Ansost, Artagnan, **Aurensan**, Auriébat, Barbachen, Bazet, Bazillac, Bours, Camalès, Castéra-Lou, Chis, Dours, Escondeaux, Gensac, Lacassagne, Lafitole, Lescurry, Liac, Marsac, Monfaucon, Orleix, Rabastens-de-Bigorre, Sarniguet, Sarriac-Bigorre, Sauveterre, Ségalas, Tostat, Ugnouas, et Villenave-près-Marsac.

Néanmoins, un projet de dossier réglementaire a été établi pour chacune des 29 communes

b) - Éléments principaux concernant le déroulement de l'enquête :

Bien que la démarche visait à l'établissement d'un document PPRN par commune, les études d'aléas, génératrices des zones susceptibles d'être inondées en cas de crues de type centennal, ont porté sur l'ensemble du secteur aval de l'Adour, au Nord-Est de l'agglomération tarbaise.

Ainsi, l'essentiel des observations recueillies au cours de l'enquête ont été réunies par grands thèmes constatés sur l'ensemble des communes situées dans ce même bassin hydrologique.

Cela a permis d'analyser de façon plus rationnelle, les effets des inondations centennales susceptibles de se produire, ces événements exceptionnels ignorant bien entendu les limites administratives communales.

L'enquête a mis en évidence que c'est **le risque inondation** qui a provoqué le plus de réactions du public et des communes en raison des réglementations qu'il impose selon les zones, mais surtout de ses répercussions indirectes au niveau des documents de planification (PLU et PLUi notamment) sur lesquels le zonage PPR se superpose et s'impose de façon prépondérante.

Les autres risques, notamment « **Séismes** », « **retrait/gonflement des argiles** » et « **glissements de terrains** », déjà pris en compte au titre de l'application du droit des sols n'ont pas (ou peu) fait l'objet d'observations formelles du public.

Avis et Conclusions de la commission d'enquête

Après avoir :

- Etudié le dossier et reconnu le terrain en liaison avec les élus communaux et les services de l'État concernés,
- Fait des recherches complémentaires sur les crues de l'Adour avant 1952,
- Noté les conclusions du bilan de la concertation préalable et les avis des personnes publiques consultées,
- Pris appui sur les informations complémentaires recueillies auprès des partenaires de la démarche et sur des responsables d'institutions locales,
- Enregistré les observations émises par le public telles que référencées et résumées ci-après concernant la commune d'Aurensan

Porteurs d'observations	Réf. Reg.	Secteur jamais inondé par le passé selon les témoignages et (ou) contestation de l'étude d'aléa et du zonage
SCARIOT M. et Mme	14	Proche Bazet, souhaite passer de bleu en en blanc

BASSETTI Didier	15	Secteur de l'église, souhaite passer de bleu en en blanc
SAGNO-DAVID Gabriel	16	Conteste fortement le projet et note des défauts d'entretien des réseaux hydrauliques.
MARTINEZ Jules M. et Mme	17	Conteste le projet et note des défauts d'entretien des réseaux hydrauliques.
MATA Sylvie	18	Classement du lot. « des garennes » en bleu
	19	Impact du classement sur la valeur des biens
	20	Défauts d'entretien, danger en cas de crues
PIU M. et Mme	21	Classement de bleu en blanc (Pas d'inondation en juin 18)
	22	Impact du classement sur la valeur des biens
AMANS Valérie ROPÉLE Patrick	33	Demandent des précisions sur l'impact du classement en zone bleue. (Suite sinistres, clôture, extensions...) Sont peu favorables à ce projet
ISABELLA Claude	34	Voir problème d'entretien des fossés de la rue des Pyrénées

- Produit les observations de la commission d'enquête se rapportant à des généralités transversales relevées sur l'ensemble des dossiers des 29 communes du périmètre d'études et figurant, de façon détaillée, dans le rapport, soit :
 - A - Organisation de la concertation,
 - B - Document graphique du dossier réglementaire,
 - C - Limites interzones
 - D - Zones bleues.
 - E - Zones jaunes
 - F - Retrait/gonflement des argiles.
- **Analysé les observations du public et de la commission d'enquête par appui sur le mémoire en réponse du maître d'ouvrage suite à la communication de la synthèse des observations,**
- Effectué en tant que nécessaire des visites sur sites,
- Rencontré à plusieurs reprises le chargé d'études des services de l'Etat et la municipalité d'Aurensan, et obtenu les informations complémentaires nécessaires à la compréhension du dossier et des spécificités du territoire,
- Consulté les documents de planification et divers autres documents,
- Rencontré et contacté plusieurs personnes ressources,
- Appréhendé les effets des risques tels que développés dans le dossier projet,
- Visité certains secteurs sensibles lors des fortes précipitations localisées ayant eu lieu lors de la période d'enquête,
- Pris appui sur les analyses telles que développées dans le rapport,

Considérant ainsi que les présentes conclusions sont fondées sur un ensemble suffisant d'éléments, il est dit :

- Que la démarche d'établissement du Plan de Prévention des Risques Naturels concernant la commune d'**Aurensan** permet :
- De définir une cartographie et une réglementation permettant de réduire à terme la vulnérabilité des biens et des personnes,
 - De disposer d'éléments fondamentaux réglementaires pour l'établissement du Plan Communal de Sauvegarde. (PCS)
 - De faciliter l'élaboration et la gestion des documents de planification (Urbanisme) et de l'instruction des actes d'Application du droit des Sols. (ADS)

**En conséquence,
La commission d'enquête émet un AVIS FAVORABLE au projet de Plan de Prévention des Risques naturels Prévisibles concernant la commune d'Aurensan,
Par appui sur les démarches ci-dessus rappelées et découlant des analyses figurant dans le rapport, cet avis favorable est cependant assorti de 4 recommandations**

Recommandations :

1 - Concernant le dossier réglementaire :

(Observation B)

a) Dossier réglementaire global : (Bordereau des pièces)

Il est recommandé de référencer les pièces de ce dossier comme suit :

- 1 - Rapport de présentation,
- 2 - Document graphique,
- 3 - Règlement

b) Document graphique : (Pièce 2 du dossier réglementaire)

Il est recommandé de compléter la légende du document graphique comme suit :

- Ajouter la zone blanche (à titre informatif) en indiquant que selon le dossier cette zone n'est pas susceptible d'être concernée par des hauteurs d'eau et des vitesses du fluide supérieures à celles des zones réglementaires (Rouges, jaunes ou bleues)
- Au niveau de la légende des zones réglementaires rouges, jaunes et bleues, préciser sommairement les principales exceptions permettant la réalisation de travaux, notamment sur les bâtiments existants avant l'approbation du PPRN.

- Indiquer à la suite du titre « ZONAGES RÉGLEMENTAIRES » : « Voir définition détaillée sur le règlement » en citant les articles correspondants (Pièce 3 du dossier réglementaire)

c) Règlement : (Pièce 3 du dossier réglementaire) Il est recommandé de mettre en cohérence et complémentarité la nouvelle formulation de la légende (recommandation ci-dessus) et les articles correspondants du règlement concernant les possibilités limitées d'extension.

Justifications : Si par définition le dossier réglementaire qui figurera en annexe du document d'urbanisme est rédigé de façon adaptée à l'instruction de l'application du droit des sols par les personnes initiées, l'enquête a mis en évidence que les vocables « inconstructible » ou « constructible sous conditions » tels que lus sur la légende du premier document consulté (Plan des zones à risques) n'ont été que rarement bien compris.

Cela malgré l'invitation de la commission d'enquête à consulter le règlement faisant état des possibilités d'aménagement certes limités mais possibles, notamment pour les habitations existantes.

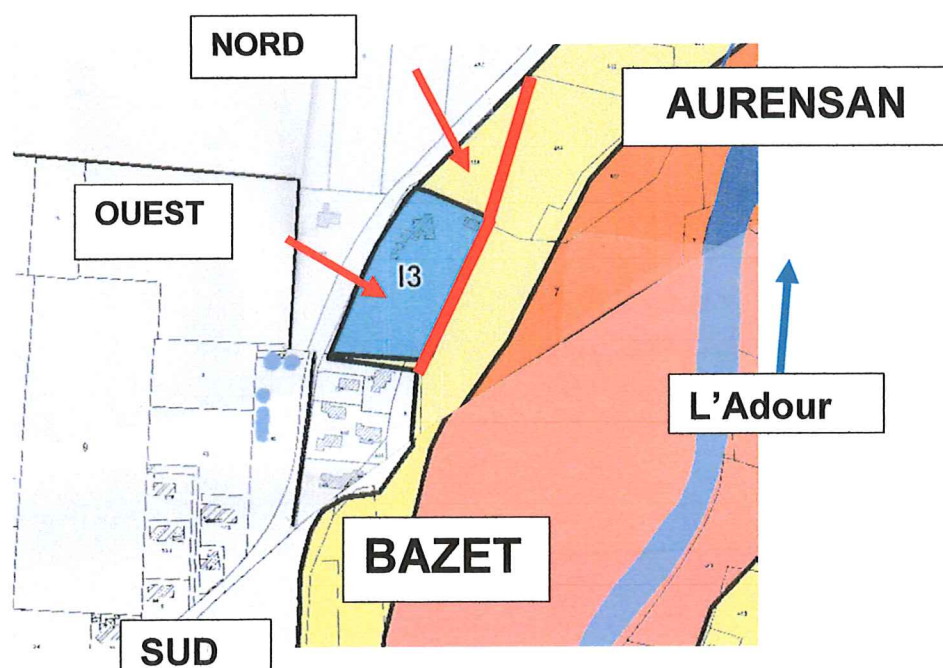
Aussi, un renvoi au règlement écrit pour chacune des légendes du document graphique serait de nature à faciliter la lecture du dossier par le public sans affaiblir son caractère réglementaire.

Cela d'autant plus que l'espace libre sur le document graphique le permet sans bouleversement de la mise en page.

2 - Concernant une demande de modification de zone de bleu en blanc : (Observations N° 14)

Il est recommandé de modifier le plan de zonage selon les dispositions ci-après :

- Intégrer en zone blanche le secteur foncier bleu et jaune situé à l'Ouest du trait rouge ci-dessous



Justifications :

La juxtaposition des plans des projets de zonage PPR de Bazet et d'Aurensan au Nord ont mis en évidence une discontinuité de la la zone jaune (La zone bleue est une subdivision bâtie de la zone jaune).

La définition périmétrique des zones appuyée sur des données GPS se rapporte au terrain nu. La représentation étant automatisée (et non manuelle) a logiquement « ignoré » les édifications.

En outre, et même s'il est apparu que la projection verticale des zones est globalement précise, « l'œil électronique » peut ne pas retrouver avec exactitude les niveaux des terrains d'origine à l'échelle de surfaces très réduites comme celle d'un lot urbain.

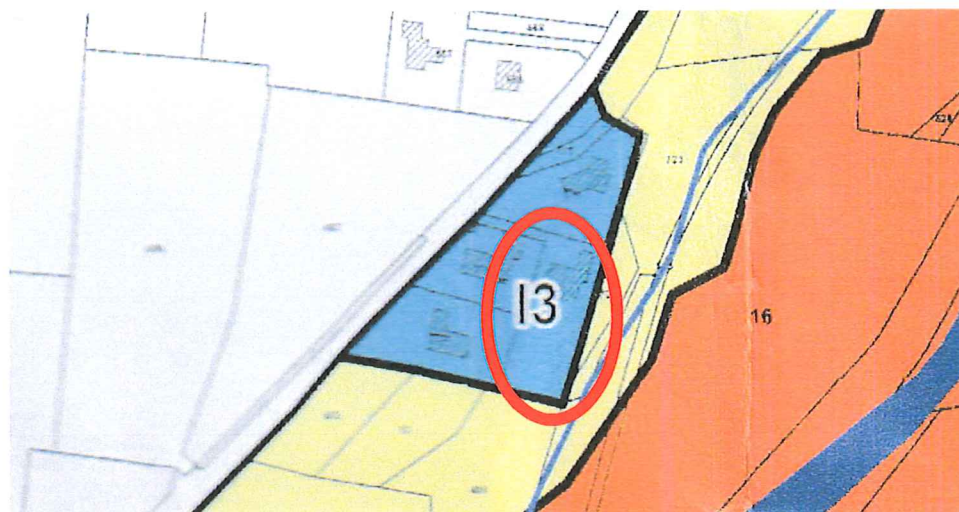
Dans le cas précis, il se peut que la parcelle en question, couverte d'une abondante végétation ait légèrement faussé les données. Ceci d'autant plus qu'un constat sur le terrain semble accréditer ce qui précède.

Ainsi, l'adaptation des limites de quelques mètres, paraît logique, notamment par analogie avec le lotissement voisin situé au sud.

3 - Concernant une demande de révision du classement d'une parcelle en zone bleue.

(Observation N°33 en partie)

Il est recommandé de maintenir la parcelle cerclée ci-dessous ainsi que l'ensemble de l'ilôt bâti voisin en zone bleue.

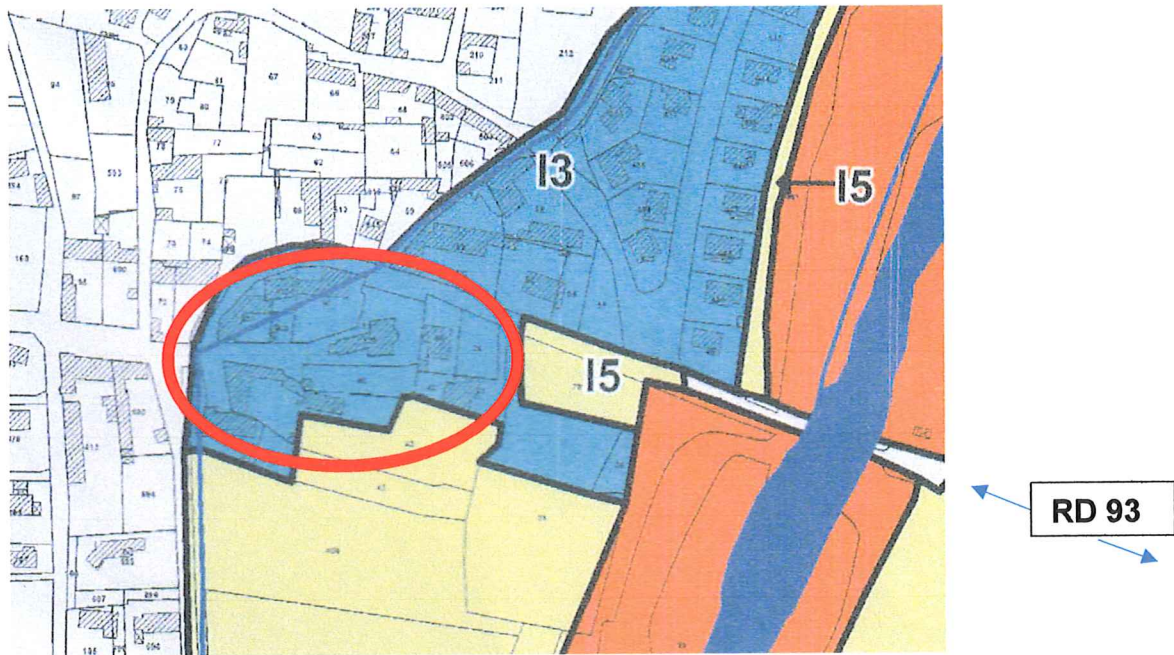


Justifications : Ce secteur foncier non surélevé est situé dans la zone d'expansion des crues de type centennal, c'est-à-dire exceptionnelles et non de crues de références récentes. Le terrain en question est en outre proche du départ du canal du moulin et de l'Adour. Les ilôts bâtis (virtuellement en jaunes) ont été classés en zone bleues afin de tenir compte de leur existence au moment de l'étude, les prescriptions du PPR n'ayant pas d'effet rétroactif.

4 - Concernant une demande de révision du classement d'un secteur situé en zone bleue.

(Observation N°33 en partie)

Il est recommandé de reclasser en zone blanche le secteur bâti situé autour de l'église d'Aurensan et au Sud-Ouest de la RD 93.



Justifications : Ce secteur bâti qui entoure l'église est situé sur **une partie naturelle en élévation, nettement supérieure aux zones urbanisées attenantes**. (De l'ordre d'un mètre vers l'ouest notamment par rapport au seuil de l'église).

Le canal qui la cerne à l'Ouest immédiat, est également à un niveau très inférieur, soit à moins 1,50 m.

Après une vérification altimétrique de ce qui précède, plusieurs contrôles au clisimètre ont suffi à confirmer les dires du paragraphe 4.3 (Pages 39 et 40) des études aléas enjeux figurant dans le dossier mis à l'enquête.

« La rive droite plus basse que le gauche est plus favorable aux inondations... La mise en charge du pont d'Aurensan correspondrait à une submersion du lit majeur proche d'un mètre. Cette possibilité est peu probable dans la mesure où les rives sont relativement planes... ». (Pages 39 et 40 des études aléas enjeux figurant dans le dossier mis à l'enquête)

Ainsi, si une submersion importante (peu probable) du lit majeur en amont du pont serait de nature à provoquer des écoulements vers l'Ouest, le simple constat visuel sur les lieux confirmé par des contrôles altimétriques, montre que le secteur en question, localement surélevé, ne serait pas concerné par une inondation majeure.

Nota : Les observations 16, 17, 18, 19, 20, 22, 33 (en partie), et 34 développées et analysées dans le chapitre V du rapport, ne font pas l'objet de recommandations.

Le 7 août 2018,
Les membres de la commission d'enquête,

Christian FALLIÉRO

Tony LUCANTONIO

Christian BESSIÈRE

